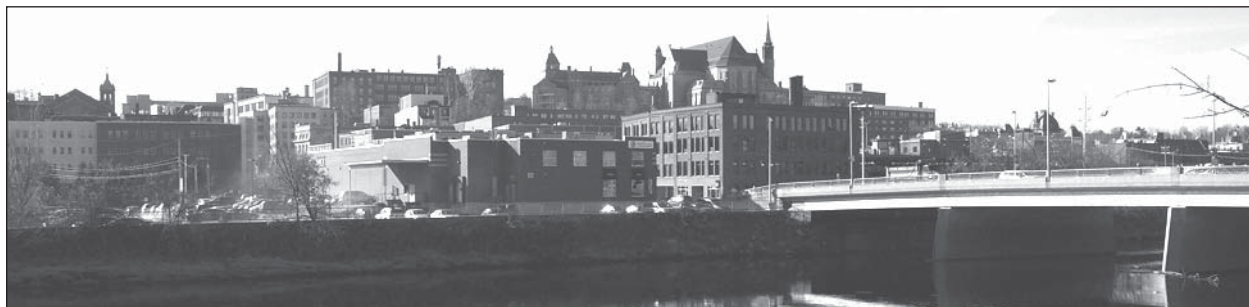


QUE FAIRE?

Marianne Verville / e-toile.org



- 2 février et 2 mars.** Le Café Aragon (1497, rue Galt Ouest) est pris d'assaut par des **5 à 7 qui content!** Ces soirées hautement littéraires seront menées par les conteuses Marie Lupien-Durocher, en février, et Petronella van Dijk, en mars. Au menu : leurs contes préférés, des discussions, bref une soirée carte blanche qui ravira les oreilles. Prévoyez votre contribution volontaire. Plus de détails au www.productionslittorale.com
- 2 au 19 février.** Le **Théâtre du Double Signe** présente sa nouvelle création, **Britannicus Now** de Marilyn Perreault, dans une mise en scène de Lilie Bergeron. Ce drame prend place dans une école privée pour filles où l'on monte Britannicus de Racine : deux clans s'affronteront au cœur du règne de terreur établi par l'une des actrices. Ça se passe du mercredi au samedi dès 20h, au Théâtre Léonard-St-Laurent (200, rue Peel).
- 3 février.** La Salle du Tremplin (97, rue Wellington Sud) vibrera dès 20h au rythme des poètes venus s'affronter amicalement à la joute mensuelle du **Slam du Tremplin**. Toujours animée par **Frank Poule**, cette 5e soirée de compétition laissera aussi place aux slameurs et slameuses du public lors d'un micro-ouvert. Profitez de l'occasion pour jeter un œil à l'exposition en cours à l'Espace Zybaldone, adjacent au Tremplin.
- 8 février.** L'Arbre à Palabres (147, rue Wellington Sud) accueillera la traditionnelle **soirée de contes micro-libre**, présentée tous les 2e mardis du mois, à 19h30. Le Cercle des conteurs des Cantons-de-l'Est est à la source de moments de prestations intimes mettant en vedette des conteurs émergents et des artistes du public qui souhaitent venir raconter quelque chose entre deux gorgées de thé. L'entrée est gratuite.
- 8 février.** Dans le cadre de sa série de projections Voir Autrement, le CRÉMI vous présente le documentaire The Yes Men Fix The World. Les Yes Men sont deux médiactivistes du canular qui poussent leur critique du néolibéralisme en se créant de fausses identités de porte-parole ou de conseillers de grandes compagnies ou d'organismes gouvernementaux... Inspirant pour quiconque est à la recherche de nouvelles méthodes de lutte et de mobilisation!
- 10 février.** Une **soirée de contes bilingue**, c'est l'occasion idéale de voyager à travers les langues et l'esprit. Le café The Singing Goat (287, rue Galt Ouest, coin Alexandre) accueille autant les adeptes de Molière que de Shakespeare, les 2e jeudis du mois, à 19h30, le tout dans une atmosphère intime et propice à la découverte. L'entrée est gratuite.
- 19 février.** Le Théâtre Granada présente au Boquébrière (50, rue Wellington Nord) le groupe **Ladies of the Canyon**. Du folk, des guitares et des harmonies vocales : voilà la recette de ce quatuor féminin aux accents pop-country. Venez vous faire charmer par les mélodies accrocheuses de ces Montréalaises colorées.
- 22 février.** Toujours dans la série de projections Voir Autrement, le CRÉMI vous propose cette fois le film Faites le mur! Le vidéaste amateur Thierry Guetta chasse quelques-uns des plus célèbres graffeurs ou street artists, dont la figure mythique Banksy. Subtile réflexion sur la fabrication d'images de marque dans le milieu de l'art.
- Jusqu'au 22 mars.** L'Antiquarius Café (182, rue Wellington Nord) accueille l'exposition **Les Recycleurs**, organisée par Zone-Art (www.zone-art.ca). Ce sont 17 œuvres qui y sont réunies sous la contrainte d'utiliser majoritairement des matières recyclées dans leur création, d'un morceau du mur de Berlin à une boîte d'assouplisseur en passant par du maquillage et des feuilles mortes. Les artistes visuels récupérateurs sont Karine Bernier, Clemz, Sarah-Maude Dubuc-Demers, Geneviève Dupont-Daigneault, Jean-François Dupuis, Pierre Lemay, Ida Rivard, David Running, Sandra Tremblay et Ultra Nan.

ENTRÉE LIBRE

JOURNAL COMMUNAUTAIRE DE SHERBROOKE

GRATUIT

Janvier 2011 // vol.26 // No.1 // 151^e numéro



**SOLIDAIRES,
LES JEUNES?**

Page 2



**TÉMOIGNAGE D'HAÏTI
UNE CERTAINE
BEAUTÉ**

Page 4



**CARREFOUR DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONAL
CONTRE
LES TABOUS**

Page 6

SPÉCIAL INTERNATIONAL AVEC LA COLLABORATION DU CSI



Photo : Web

SOLIDAIRES, LES JEUNES?

«Aujourd'hui, les jeunes sont occupés, alors il faut jongler avec les horaires pour assurer la présence aux formations obligatoires. Avant, il y avait moins de négociation.»

Dominique Scali

LES PROGRAMMES D'INITIATION À LA COOPÉRATION INTERNATIONALE SONT MOINS CONTINGENTÉS QU'AVANT. SERAIT-CE DÙ À L'INDIVIDUALISME DE L'E-GÉNÉRATION? NON SEULEMENT LA RUMEUR N'EST PAS FONDÉE, MAIS ELLE CACHE D'AUTRES VÉRITÉS.

Individualistes, branchés, réalistes, hédonistes... Avec les étiquettes qu'on leur accole, on n'est pas surpris d'apprendre que les jeunes ne se ruent plus aux entrevues de sélection des organismes de coopération internationale avec la même ferveur que la génération de leurs parents. «Il n'y a pas d'étude sur la question, mais globalement, nous observons un plafonnement du nombre de candidats pour les stages Québec Sans Frontières au cours des dernières années», affirme Mario Brière, conseiller au Ministère des Relations internationales. «Dans les années 1970, le ratio de candidats par poste était d'au moins 10 pour un. Pour l'année 2010-2011, le ratio pour les stages universels est de 3,5 par poste.»

Y a-t-il lieu de s'alarmer? Selon Stéphanie Harvey, responsable des stages internationaux à l'organisme Plan Nagua, si certains intervenants ont l'impression qu'il y a moins de candidatures, ce serait moins attribuable à une baisse de l'intérêt pour la solidarité internationale qu'à une explosion

du nombre d'opportunités à l'étranger. «Les jeunes aujourd'hui ont un éventail de choix plus grand», affirme-t-elle. Mario Brière avance des chiffres qui vont dans le même sens. «En quatre décennies, on est passés de 2 à plus de 20 organismes qui offrent des stages de solidarité internationale, explique-t-il. De plus, ces stages ne sont plus la chasse gardée des organismes depuis que les institutions d'enseignement en offrent.»

Au-delà de l'évolution du milieu, Mario Brière remarque aussi que certaines organisations ont plus de facilité à recruter que d'autres. Il semblerait donc que les défis dépendent aussi des stratégies de promotion et de la notoriété de chaque organisme.

Selon Sophie Bourdon, qui a accompagné des groupes de volontaires à plusieurs reprises, la coopération internationale n'est pas ce qu'il y a de plus glamour et n'obtient pas la même visibilité médiatique que l'aide humanitaire. «Elle n'est pas nécessairement vouée à être populaire. Et puis il faut

bien distinguer la coopération volontaire, donc bénévole, de celle qui est rémunérée. C'est tout le monde du bénévolat au Québec qui vit une profonde mutation», dit-elle.

Benoît Charlebois, directeur aux communications et à l'engagement du public à Jeunesse Canada Monde, rappelle par ailleurs l'importance de considérer les données démographiques avant de tirer des conclusions. «S'il y a moins de jeunes dans la population, il y a moins de jeunes qui appliquent!», lance-t-il. Néanmoins, il dit lui-même observer la tendance contraire : «Pour notre programme Jeunes leaders en action, bon an mal an, 3000 candidats continuent de convoiter les 300 places offertes.» Pour ce qui est des stages Québec Sans Frontières, ils sont aussi plus de 300 jeunes adultes à trouver le moyen d'en insérer un dans leur horaire chargé.

ON N'A PLUS LES 18-35 ANS QU'ON AVAIT

Si les organismes continuent de recevoir plus d'applications qu'il y a de places disponibles et si l'intérêt des jeunes ne fléchit pas, qu'est-ce qui a changé? «La génération actuelle ne perçoit plus toujours un stage en

Afrique comme une expérience extraordinaire pour laquelle les volontaires sont reconnaissants, mais de plus en plus comme quelque chose qui va de soi», remarque Cinthia Pagé, ancienne volontaire et chargée de programme pour Carrefour Canadien International.

Marie-Stéphanie Duclos, du CSI de Sherbrooke, observe pour sa part une baisse de l'engagement dans le processus de formation pré-départ : «Aujourd'hui, les jeunes sont occupés, alors il faut jongler avec les horaires pour assurer la présence aux formations obligatoires. Avant, il y avait moins de négociation.»

À Plan Nagua, les formations ont dû être adaptées pour satisfaire un public informé de plus en plus tôt sur la réalité à l'international. «Il existe maintenant des programmes internationaux organisés par les écoles secondaires. Une fois adultes, ces jeunes-là veulent un programme plus poussé qu'un stage d'initiation», explique Stéphanie Harvey. Au CSI, la sensibilisation dans les écoles primaires et secondaires fait d'ailleurs partie de la nouvelle stratégie de diffusion des activités de l'organisme. «On croit que cela va avoir un impact à long terme et mener à une augmentation des candidatures.»

LE VÉRITABLE ENJEU : RECRUTER DES HOMMES

Les organismes sont unanimes : de tous temps, les hommes ont été moins nombreux à s'intéresser à la solidarité internationale que les femmes. À Jeunesse Canada Monde, on parle d'une proportion de 5 femmes pour 1 homme. «Il faut faire du ciblage pour assurer l'équité des genres.» Selon Marie-Stéphanie Duclos du CSI, les projets d'éducation ou de sensibilisation attirent les candidatures féminines. «C'est plus facile de recruter des gars avec des projets qui touchent au sport, aux arts ou à l'agriculture.» D'ailleurs, le problème est moins présent pour les stages que l'organisme offre en partenariat avec des établissements d'enseignement comme le Collège de Sherbrooke et l'Université de Sherbrooke. «Dans certains programmes universitaires, les hommes qui s'embarquent sont en majorité», affirme Mme Duclos. Néanmoins, dix-sept jeunes femmes sont parties le mois dernier avec le CSI comme volontaires dans le cadre du programme Québec Sans Frontières. Le nombre d'hommes? Zéro.

ABONNEMENT DE SOUTIEN

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer!

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour 8 numéros pendant 1 an. adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z7

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

**VOUS AVEZ DES COMMENTAIRES
OU DES SUGGESTIONS SUR
LES ARTICLES D'ENTRÉE LIBRE?
ÉCRIVEZ-NOUS!**

187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Tél. : 819.821.2270 j.entree.libre@gmail.com

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES

Voici les 17 alternatives fiscales proposées par l'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Une grande manifestation aura lieu le 12 mars prochain à Montréal (12h00 – Place du Canada) pour faire valoir ces revendications.

A. RÉINSTITAURER LA PROGRESSIVITÉ DE L'IMPÔT DES PARTICULIERS

1. Ajouter un palier d'imposition; 950 millions
2. Établir 10 paliers d'imposition différents; 1,3 milliard
3. Abolir le crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers; 567 millions \$
4. Diminuer le plafond des REER; 300 millions
5. Moduler les taxes à la consommation en fonction des biens achetés; 745 millions

B. RÉTABLIR UN ÉQUILIBRE ENTRE LES IMPÔTS DES PARTICULIERS ET LES IMPÔTS DES ENTREPRISES

6. Revoir les mesures fiscales destinées aux entreprises; 1,4 milliard
7. Augmenter les redevances sur les ressources naturelles (par exemple celles perçues par l'industrie minière); 300 millions
8. Rétablir la taxe sur le capital pour les entreprises financières; 800 millions
9. Modifier les contrats secrets d'Hydro Québec; 467 millions

C. LUTTER CONTRE LA FRAUDE

10. Lutter contre l'évitement fiscal; 500 millions
11. Lutter contre l'évasion fiscale; 300 millions
12. Lutter contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux; 600 millions

D. CESSER D'EMBAUCHER DES COMPAGNIES PRIVÉES DANS CERTAINS SERVICES PUBLICS

13. Cesser de recourir aux PPP dans la construction d'infrastructures publiques
14. Cesser de recourir aux agences de placement dans les institutions publiques de santé; 56 millions
15. Cesser de recourir aux cliniques médicales spécialisées; 15 % à 30 % d'économies

E. RÉFORMER LA POLITIQUE DU MÉDICAMENT

16. Adopter des mesures de contrôle du coût des médicaments; 1 milliard
17. Abolir la règle de protection des brevets (règle de 15 ans); 200 millions

Total projeté : 9 milliards par année

Certaines personnes n'aiment pas qu'on fasse des pancartes d'eux caricaturés en Adolf Hitler...

... Dites **NON!**



Montage : Etienne Ménard

BILLET

LES SHERBROOKOIS ET LA GRÈVE DES COLS BLEUS : IGNORANCE ET MÉPRIS PUERIL

Geoffroy Bruneau

JE PROFITE DE L'ESPACE OFFERT PAR ENTRÉE LIBRE AFIN D'EXPRIMER MON APPUI INDÉFACTIBLE À CETTE GRÈVE DES COLS BLEUS, QUI N'EST EN FAIT QU'UNE RÉPONSE PRÉVISIBLE À L'ATTITUDE DE MÉPRIS, D'ARROGANCE ET DE PROVOCATION DU MAIRE BERNARD SÉVIGNY. NOTRE CHER MAIRE, QUI USE DES FONDS PUBLICS POUR FAIRE DU COLS BLEUS BASHING ET QUI EN MÊME TEMPS PLEURNICHE SUR LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA VILLE DE SHERBROOKE, DEVRA PAYER LE COÛT POLITIQUE ET FINANCIER DE SON ATTITUDE PATHÉTIQUE.

Malgré les préjugés ridicules et la couverture médiatique partielle et proprement scandaleuse de ce conflit de travail, les cols bleus demandent une chose légitime et très simple : la fin de la précarité. Saviez-vous que sur près de 400 cols bleus, plus de la moitié sont à statut temporaire? Certains d'entre eux travaillent pour la Ville depuis plus de 20 ans et n'ont toujours pas de permanence... De plus, ça fait trois ans que les cols bleus sont sans convention collective. Qu'est-ce que cela signifie? Une baisse de salaire qui s'accumule depuis trois ans, année après année. On doit avouer qu'ils ont été patients, n'est-ce pas?

Mais voilà que tout à coup, des citoyens de Sherbrooke s'expriment sur cette grève. Ils écrivent des lettres ouvertes dans les journaux, des commentaires sur Internet qui sont un ramassis de préjugés et de propos insultants vis-à-vis de travailleurs qui chaque jour nettoient leurs rues, leurs parcs, ramassent leurs ordures. On s'en prend alors au fait qu'ils sont bien payés, qu'ils se plaignent pour rien. Une vraie honte, un manque de respect le plus complet pour des gens qui se défendent, qui se battent pour leurs conditions de travail. Un mépris aussi affiché par des personnes prétendant avoir une certaine éducation et même une conscience

sociale, qui se font le relais des plus basses insultes vis-à-vis des travailleurs qui demandent à être traités dignement et avec respect. Bref, des gens qui, derrière leurs diplômes ou leur mentalité d'esclaves colonisés, sont au fond une bande d'aliénés au service de la classe dirigeante de notre belle ville, qui depuis des décennies insulte et méprise les travailleurs.

Merci aux cols bleus de Sherbrooke. Cette lutte, vous ne la faites pas seulement pour vous ; cette lutte, c'est celle du respect des travailleurs contre le mépris sournois des patrons et de leurs petits valets à cravate!

ENTRÉE LIBRE

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : 819.821.2270
j.entree.libre@gmail.com

TIRAGE : 9500

Équipe de rédaction

Sylvain Bérubé
Alison Jane Brunette
Ludivine Caussan
Claude Dostie
Annie Forest
Michaël Prince
Collaborateurs
Dominique Scali
Simon-Pierre Goulet
Darren Brazeau
Daniel Chouinard
Jean-Martin Veilleux
Gabrielle Gagnon
Étienne P. Rousseau
Omen-daza Razafimandimby
Estefania Rosero
Jessica Dufresne

Mise en page

Etienne Ménard
Correction
Sophie Jeukens
Éditeur : La Voix Ferrée
Impression : The Record
Graphisme de la nouvelle maquette : Studio Stage 2010
Poste publication : Enrg. 7082
Dépôt légal 4e trimestre 2009
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François.



UNE CERTAINE BEAUTÉ

Daniel Chouinard

JE FAIS PARTIE D'UNE ÉQUIPE DE LA CROIX-ROUGE AYANT RÉINTÉGRÉ LES QUELQUES BÂTIMENTS ENCORE INTACTS DE L'HÔPITAL DE PETIT-GOÂVE, QUI FUT ABANDONNÉ APRÈS LE 12 JANVIER. NOTRE MISSION EST DE PALLIER UN SYSTÈME DE SANTÉ QUI S'EST « EFFONDRE ».

Côté médical, nous sommes deux médecins de famille et deux chirurgiens pour gérer les soins de cet hôpital couvrant une population de 200 000 personnes. Malgré le tremblement de terre, la vie continue avec tous ses problèmes non reliés au séisme: malaria, accidents de moto, pneumonies, etc.

Pour ma part, je suis le médecin responsable de l'urgence. Ça fait maintenant deux semaines que je suis ici et je n'ai rien vu d'autre de la culture haïtienne que mes patients, que je côtoie une douzaine d'heures par jour, 7 jours sur 7. Le rythme est infernal; je sens que je me brûle. C'est bien beau l'adrénaline et l'énergie du super humanitaire, mais je dois ralentir un peu si je ne veux pas craquer comme toutes les bâtisses qui m'entourent.

C'est enfin dimanche. Le plan de la journée est simple : passer à l'hôpital quelques heures pour ne répondre qu'aux urgences majeures, puis relaxer. Le problème est que, comme d'habitude, l'affluence n'arrête jamais et il n'y a pas d'autre médecin pour s'en occuper. Mais aujourd'hui je dis non. Ma propre santé dit non. Aussi inhumain que ça puisse paraître, ceux dont la condition ne menace pas leur vie aujourd'hui reviendront demain ou trouveront un moyen d'aller à Port-au-Prince.

C'est simple à dire, jusqu'au moment où je m'apprête à quitter les lieux. Une mère paniquée surgie de nulle part dépose dans mes bras un petit garçon de 6 ans. Il convulse. C'est reparti! Je rouvre la salle d'urgence et commence les soins. J'ai à peine le temps de constater l'état moche de cet enfant souffrant sûrement de méningite ou de malaria cérébrale qu'il fait un arrêt cardio-respiratoire. Je saisis ma radio : «Aide immédiate à la salle d'urgence». Le massage cardiaque commence, tout comme le bouche-à-bouche à travers un gant de plastique troué. Nous manquons de tout. On ne trouve plus les masques de ventilation, le réservoir d'oxygène est embarré dans la salle d'opération, le glucomètre est brisé, les médicaments de réanimation sont éparpillés dans la salle d'urgence et dans des centaines de boîtes aux quatre coins de l'hôpital!

À tous les jours depuis que je suis ici, je me dis qu'il faut absolument que je prenne quelques heures (voire quelques jours) pour organiser le matériel, faire construire une étagère, regrouper les médicaments, etc. Mais chaque soir, quand arrive la noirceur accompagnée de l'épuisement, la faim et la fatigue, je n'ai en tête que de partir, manger et dormir. Bref, personne ne l'a fait et, aujourd'hui, nos soins en souffrent... le petit Haïtien en souffre.

Nous en sommes à 15 minutes de réanimation quand nous réussissons enfin à administrer les premiers médicaments essentiels, qui normalement auraient été donnés en moins de deux minutes à mon urgence de Lac-Mégantic. Je vis une frustration extrême. Je fais tout ce que je peux, mais rien ne fonctionne. Je le vois bien, la vie quitte ce petit corps. Nous nous acharnons encore un peu, puis vient le constat inévitable: il est mort. Je n'avais jamais vécu de décès d'enfant en « direct », et j'avais espéré que cela n'arriverait jamais.

J'ouvre la porte d'urgence qui donne sur une cour extérieure servant de salle d'attente. Il doit y avoir une trentaine d'Haïtiens, des patients en majorité. En nous voyant sortir, la mère comprend instantanément. Elle s'écroule; un patient à ses côtés la rattrape. Elle crie. Une folie s'empare d'elle. Sa famille, autour, devient aussi hystérique. Une femme se jette par terre et s'agrippe au sol pierreux, un homme arrache son chandail en criant au ciel, deux ou trois autres pleurent et sont en colère. Toute la foule s'agite et semble vibrer à l'unisson face à cette injustice. Les frissons m'envahissent; je n'ai jamais rien vu de tel.

Je m'éloigne un peu. Je me sens coupable. Un collègue vient me prendre dans ses bras. Mon stress accumulé depuis deux semaines éclate en débâcle. Je pleure, et ça fait du bien. Je vois de loin ce chaos émotionnel : mélange de pleurs, de cris, de support et d'empathie; mélange de blanc et de noir. Une certaine beauté ressort de la scène.

La mère est inconsolable, jusqu'à ce que le prêtre qui n'était pas loin vienne la prendre dans ses bras.

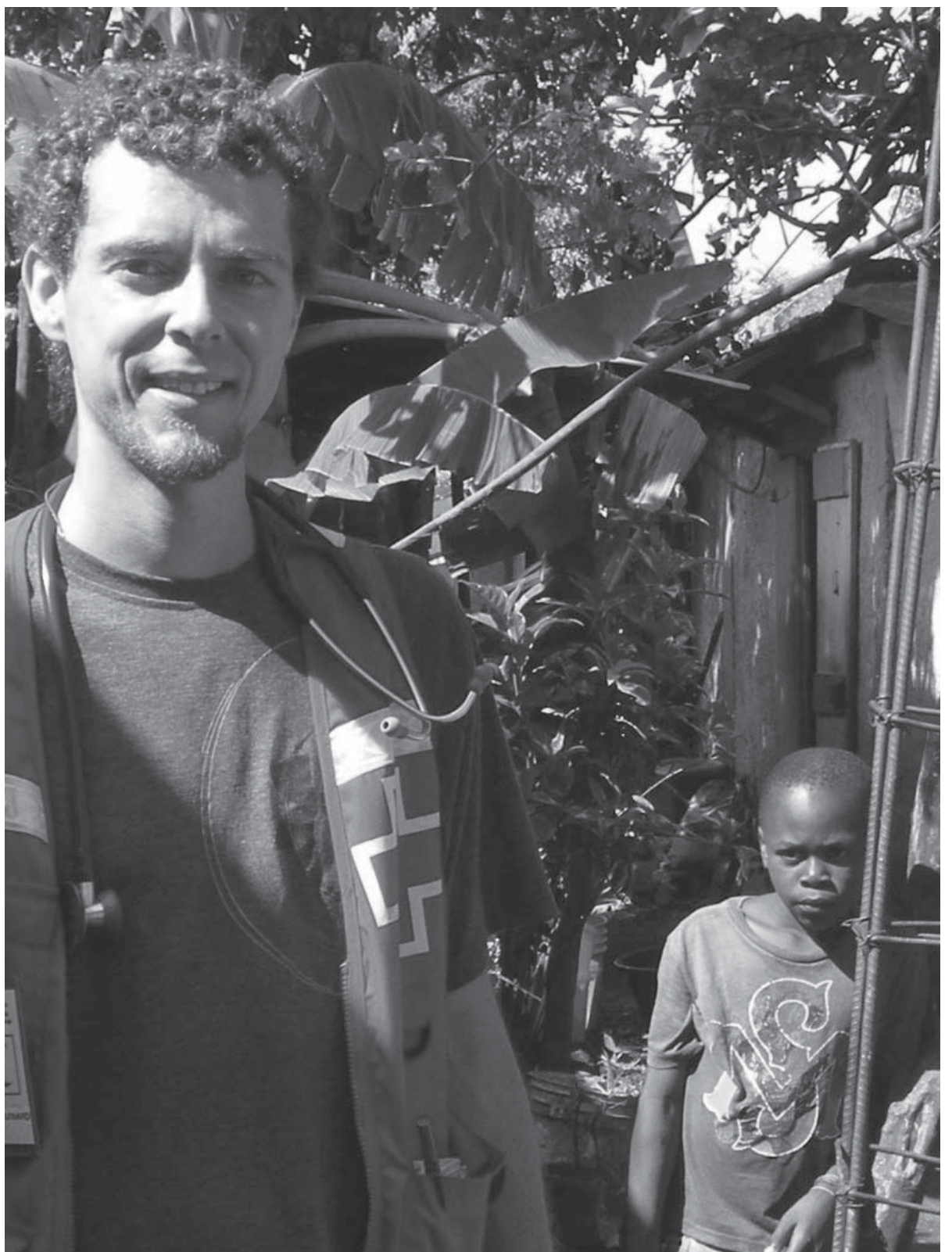


Photo : Daniel Chouinard

«Dieu l'a accepté». Comme un nuage noir qui se dissipe, la mère se calme presque instantanément. Elle nous suit pour constater le corps inanimé, elle lui parle une dernière fois.

Quelques minutes passent, puis nous soulevons la civière vers la morgue. Pendant que nous sortons le brancard, un calme profond envahit la foule, tout devient silencieux. À notre sortie de la morgue, plus personne. Les autres patients, la famille... tous sont partis.

Je viens de vivre un drame humain incroyable, un cas médical extrêmement intense, mais surtout une expérience culturelle comme je n'en ai jamais vécue. C'est aussi ça l'humanitaire. C'est aussi ça Ayiti.

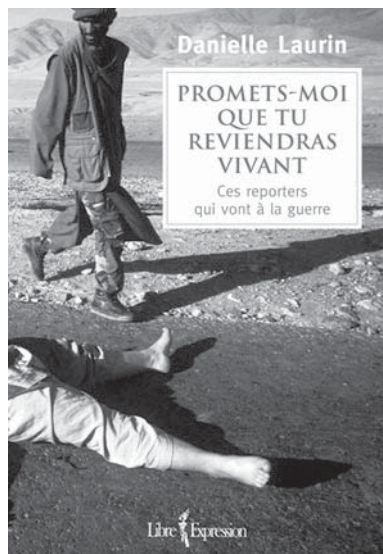
Petit-Goâve, 14 mars 2010



SUGGESTIONS DE LECTURE

Dominique Scali

Photo : web



LE MEILLEUR REPORTAGE VAUT-IL LA MORT D'UN JOURNALISTE?

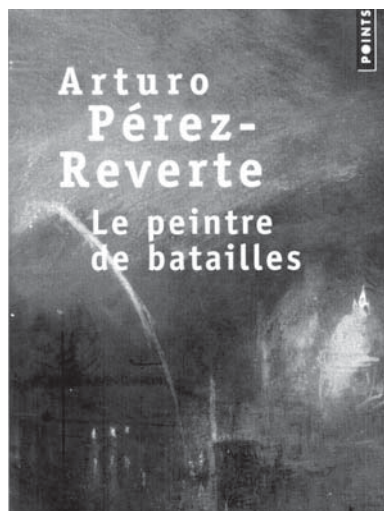
C'est la question que pose Danielle Laurin tout au long de *Promets-moi que tu reviendras vivant*. Dans ce livre, elle s'adresse directement à son conjoint, reporter de guerre. Elle l'interpelle, le questionne. Elle alimente sa réflexion grâce à des entrevues réalisées avec 18 autres journalistes qui pratiquent le même métier que son mari. C'est lui qu'elle cherche à comprendre à travers eux, ce qui le pousse à choisir encore et encore de risquer sa vie.

Une approche intimiste, donc, mais qui donne un livre instructif en faisant le tour des grandes figures qui ont marqué et continuent de marquer le genre. À travers leur histoire, on en apprend beaucoup sur la guerre elle-même et, au risque de sonner quêtaine, un peu sur la vie.

Les cowboys de l'information doivent-ils être vus comme des êtres au courage honorable ou comme des «drogués de la guerre»? Il n'y a pas de réponse, mais quand la lecture est agréable, ça vaut le coup de se poser la question.

Promets-moi que tu reviendras vivant : Ces reporters qui vont à la guerre, Danielle Laurin, Libre Expression, 2010.

Photo : web



PEUT-ON PHOTOGRAPHER LE CHAOS SANS Y PRENDRE PART?

Andrés Faulques, ancien photographe de guerre, se retire dans sa tour pour peindre une fresque circulaire sur la guerre et le chaos à travers les âges. Son passé revient le hanter lorsqu'un ancien combattant croate le visite avec l'intention de le tuer. Et de lui faire la conversation avant.

Malgré cette mise en scène surprenante, le roman est réaliste – l'écrivain espagnol a lui-même

été reporter de guerre dans une ancienne vie. Plus on avance, plus la profondeur du propos est révélée, comme un gouffre de cynisme dans lequel le lecteur s'enfonce. Et pourtant, le récit est porté par un puissant souffle romanesque.

Mieux connu pour ses romans historiques, Arturo Pérez-Reverte signe ici sa propre fresque, une sombre et grande oeuvre. Un de ces rares bouquins qu'on voudrait ne jamais terminer.

Le peintre de batailles, Arturo Pérez-Reverte, Seuil, 2007.

CRÉMI
Collectif régional d'éducation sur
les médias d'information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org/cremi

Pour plus d'information : (819) 346-0101



Photo : web

LES ORIGINES D'UN BOYCOTT

Jean-Martin Veilleux

DEPUIS PLUSIEURS DÉCENNIES, IL EXISTE AU MOYEN-ORIENT UN CONFLIT ENTRE ISRAËL ET LES PALESTINIENS. C'EST EN 1947 QUE L'ÉTAT JUIF EST CRÉÉ PAR L'ONU AFIN DE DONNER AUX JUIFS AYANT VÉCU LA PERSÉCUTION NAZIE UN REFUGE EN PALESTINE. CE RETOUR EN TERRE SAINTE REPRÉSENTE AUSSI L'ACCOMPLISSEMENT D'UN MOUVEMENT POLITIQUE DIT «SIONISTE», C'EST-À-DIRE CHERCHANT LE RETOUR D'UN ANTIQUE ET BIBLIQUE ÉTAT JUIF AU MOYEN-ORIENT.

Le problème qui en découle est simple : l'endroit assigné pour instaurer cet État était déjà habité. Israël, tel qu'il se présente aujourd'hui est donc le résultat de l'expulsion de 725 000 Palestiniens de leur territoire, ainsi que de l'instauration de colonies juives par la conquête et l'occupation armée des territoires palestiniens par l'armée israélienne.

Aujourd'hui, on compte 20% d'Arabes en Israël, alors que la majorité des Palestiniens ne s'étant pas exilés se sont réfugiés soit dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie. Ces deux territoires sont séparés : le premier est situé au bord de l'Égypte, le long de la mer Méditerranée, et le deuxième est formé d'une mosaïque de territoires à moitié colonisés et emmurés, à l'est d'Israël.

Depuis 1948, plusieurs résolutions de l'ONU ont condamné Israël, qualifiant ses politiques de coloniales, discriminatoires et illégales, mais elles n'ont jamais été concrétisées par la suite. De nombreux rapports et témoignages déplorent toujours l'état des choses.

Après un voyage en Palestine, le récipiendaire du prix Nobel de la paix de 1984, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, disait comprendre le désir de sécurité des Israéliens. Il ajoutait cependant : «Mais qu'en est-il des Palestiniens qui ont perdu leur terre et leurs maisons? Israël ne jouira jamais d'une vraie sécurité en opprimant un autre peuple.»

Il est aussi de plus en plus fréquent d'utiliser le mot «apartheid» pour parler de la situation subie par les Arabes de Palestine et d'Israël. Ce mot fait référence à la ségrégation ra-

ciale que vivaient les Noirs en Afrique du Sud. L'ancien président américain Jimmy Carter aurait même dit à ce sujet que «l'apartheid israélien est pire que l'apartheid sud-africain de l'époque.»

UN APPEL AU BOYCOTT

En 2005, des groupes civils palestiniens poussèrent l'analogie plus loin en lançant un appel au boycott économique, politique et culturel de l'apartheid israélien, s'inspirant ainsi du boycott international qui mit fin à l'apartheid sud-africain.

La campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) fut lancée symboliquement un an après la condamnation, par la Cour internationale de Justice de l'ONU, du mur de 8m de haut et de 650 km de long construit par Israël en Cisjordanie pour séparer les installations coloniales juives et les communautés palestiniennes. Cette campagne prévoit maintenir le boycott jusqu'à ce qu'Israël se soumette au droit international, mette fin à l'occupation militaire des territoires palestiniens de Cisjordanie et reconnaisse le droit à l'autodétermination de ce peuple.

Cet appel au boycott a depuis été endossé par plusieurs centaines d'organisations du monde arabe, de l'Europe, des Amériques, de l'Afrique et de l'Asie, formant ainsi une communauté internationale de solidarité qui semble toujours grandir.

Puisque le boycott économique vise aussi les multinationales qui participent économiquement à l'occupation militaire et en profitent, L'Oréal est l'une des cibles parmi d'autres. Sa section israélienne ne respecterait pas le droit international en étant

située dans une colonie juive en Cisjordanie. Elle aurait également versé plus de 100 000\$ à un institut de recherche militaire privé proche de l'armée israélienne.

Des artistes tels que Snoop Dogg, Roger Waters, Carlos Santana, U2 et Elvis Costello ont aussi participé à la campagne en annulant leurs spectacles en Israël.

Au Québec, la campagne de boycott vise particulièrement les compagnies Indigo/Chapters, les produits Ahava de La Baie et Le Marcheur, situé sur la rue St-Denis à Montréal. Plusieurs organisations québécoises ont aussi endossé la campagne BDS, dont la Fédération des femmes du Québec, la Ligue des droits et libertés, le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN ainsi que l'ASSÉ.

De leur côté, les opposants à la campagne la considèrent discriminatoire. Selon eux, des pays arabes voisins d'Israël sont aussi coupables d'agir à l'encontre des droits de l'homme. La Chine brime aussi les droits de sa population, alors pourquoi appeler à boycotter Israël en particulier?

Des plaintes pour incitation à la haine raciale ont même été déposées en France contre des personnes soutenant la campagne. Une de ces plaintes a particulièrement soulevé le débat en visant Stephan Hessel, co-rédacteur de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU et ancien membre d'origine juive de la Résistance française.

À ce sujet, le directeur de l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, en France, est d'avis que de «brandir l'accusation d'antisémitisme contre ceux qui critiquent le gouvernement israélien est une méthode ancienne et répandue. Tous les sondages le confirment, les formes les plus vives de racisme concernent aujourd'hui les Musulmans.»

ENTRÉE LIBRE ET LE CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : UNE COLLABORATION DURABLE

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, LE CARREFOUR DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE COLLABORE AVEC ENTRÉE LIBRE POUR PRODUIRE UN NUMÉRO CONSACRÉ À L'AIDE INTERNATIONALE. NOUS VOUS PRÉSENTONS ICI DES TÉMOIGNAGES DE PARTICIPANTES AUX DIFFÉRENTS STAGES OFFERTS PAR LE CSI.

Le Carrefour de solidarité internationale est un regroupement d'organismes qui œuvrent pour la solidarité internationale, la justice sociale et le développement communautaire durable. Depuis 1976, le CSI, en collaboration avec ses partenaires régionaux, nationaux et internationaux, soutient des projets de développement, propose aux jeunes et moins jeunes des expériences de volontariat outre-mer, organise des activités d'éducation et de sensibilisation aux réalités et enjeux internationaux et soutient concrètement l'avenue du commerce équitable.

Au fil des ans, le Carrefour de solidarité internationale a bâti des ponts entre l'Estrie et de nombreux pays. Aujourd'hui, ses partenariats se concentrent principalement au Mali, en République dominicaine, au Pérou et en Haïti. C'est en s'appuyant sur des relations solides avec des

organisations de la société civile de ces pays que le CSI tente d'imprégner la coopération internationale de solidarité, de complémentarité, de respect, de justice et d'équité.

Active en Estrie, l'équipe du CSI travaille à faire rayonner les initiatives des communautés outre-mer. En plus des activités plus « régulières » de communication et de sensibilisation, grâce à de nombreux appuis locaux et nationaux, le CSI a pu développer des ateliers pour les écoles primaires portant sur les droits des enfants et travaille à aviver, appuyer et soutenir l'engagement des jeunes dans les écoles secondaires.

Le commerce équitable prend également un espace important au sein du CSI. Abordé à la fois comme un outil de sensibilisation quant aux impacts des modèles de marché actuellement en place

et comme une action directe et concrète, le commerce équitable du CSI tend à dépasser les standards établis.

Le CSI propose aussi aux jeunes et moins jeunes l'occasion de vivre l'expérience de la solidarité internationale lors de séjours outre-mer, grâce à ses partenariats au Pérou, au Mali et en République dominicaine.

De l'initiation à l'expérience professionnelle en passant par l'accompagnement de groupes, le CSI met de l'avant une approche qui permet aux volontaires de mettre l'épaule à la roue aux projets de ses partenaires. Vous pourrez en apprendre davantage en visitant son site Internet au www.csisher.com.



CONTRER LES TABOUS

Estefania Rosero

Il y a deux grandes visions du terme « aide » : la charité et la solidarité. En partant de cette dernière, croyant que c'est la meilleure base pour travailler avec les réalités de l'Amérique latine, je suis débarquée à Puerto Plata en République dominicaine, pour ensuite faire six heures de route jusqu'à La Ciénaga.

Je suis arrivée dans une famille d'accueil pour mieux connaître ses coutumes, sa nourriture typique principalement à base de riz et de fèves et ses valeurs familiales de respect, d'amitié et d'amour.

Selon la méthodologie définie par le CSI et suite aux formations pré-départ, mon mandat de cinq mois outre-mer était celui de conseillère en santé sexuelle et reproductive auprès du partenaire sur le terrain CEPAE (Centro de Planificación y Acción Ecuémica), un organisme à but non lucratif qui a plus de 40 ans d'expérience en développement communautaire durable.

J'ai donné des ateliers de formation à l'école secondaire, dans des associations de femmes et à des groupes de jeunes qui commencent à prendre leur place dans la société. Au cours de ces ateliers, j'ai découvert leur manque de connaissance de leur corps, ainsi que les tabous et les croyances qui influent sur leur développement.

Cette expérience si enrichissante m'a permis de tout partager de moi afin d'influencer positivement leur développement personnel et l'établissement de relations fondées sur le respect. L'amélioration des conditions de cette société ne se fera pas par un individu, mais en apportant des changements dans sa structure même et c'est dans cet esprit que j'ai travaillé pendant cinq mois, avec une communauté pleine d'espoir, prête à recevoir et à tout donner.

L'auteure est Jeune volontaire professionnelle du CSI en République dominicaine





ILS S'ENGAGENT CONCRÈTEMENT! ET VOUS?

Jessika Dufresne

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que le Carrefour de solidarité internationale a mis sur pied le Rassemblement jeunesse 2010, qui a eu lieu le vendredi 3 décembre au Centre de villégiature Jouvence, à Orford, sous le thème des Journées québécoises de la solidarité internationale : « Revoyons le développement ». Une journée unique, au cours de laquelle les jeunes avaient l'occasion de rencontrer des élèves comme eux, engagés et solidaires. Cette journée leur a permis de vivre des activités stimulant leur fibre citoyenne en les amenant à créer, à s'exprimer et à entrevoir de nouvelles avenues pour un monde plus juste et harmonieux, le tout dans un univers festif.

Le modèle de développement actuellement dominant, axé sur la croissance économique, est remis en question en raison de ses incohérences, qui ne tiennent pas compte d'un développement global à long terme. Le 3 décembre dernier, ce sont près d'une centaine de jeunes de neuf milieux scolaires différents qui se sont penchés sur la question. Ces jeunes ont su nous démontrer l'importance qu'ils accordent à un environnement sain et à un monde équitable. Ils ont entre autres participé à une activité de création collective qui visait à représenter de

façon positive divers thèmes tels que l'eau, la forêt, les droits humains, la consommation responsable, l'alimentation, l'habitat, la santé, etc.

Mais l'implication des jeunes ne s'arrête pas là! Chaque milieu scolaire a choisi de réaliser un projet pour poursuivre la réflexion. Certains projettent de développer un magasin du monde dans leur milieu, d'autres de faire la promotion du commerce équitable. D'autres encore souhaitent faire des pressions sur la direction afin d'avoir du compostage, de la récupération de piles et de l'équipement sportif acheté localement. Un groupe a choisi d'appuyer la campagne de Développement et Paix en faisant pression sur l'école afin de bannir les bouteilles d'eau. Un autre va mettre sur pied un événement d'art engagé et finalement, une semaine consacrée à la solidarité sera aussi créée dans une autre école.

Comme quoi les jeunes sont inspirés et inspirants! Je vous lance le défi : vous, que faites-vous dans votre milieu pour contribuer à un monde plus juste et harmonieux?

L'auteure est responsable de la mobilisation jeunesse au Carrefour de solidarité internationale.



À ta défense des prestataires d'assurance-chômage en Estrie

**RENCONTRE PUBLIQUE D'INFORMATION
CHAQUE MERCREDI SOIR À 19H**

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

www.lemcce.org

« Actif depuis 1980 »

819.566.5811



Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidarité@aide-internet.org

Une coalition pour une répartition équitable de la richesse.



HAÏTI : SOUTENIR LE MILIEU RURAL

Dans le contexte actuel, il est difficile de parler de coopération internationale sans parler d'Haïti. Le CSI n'est pas sans se préoccuper de la situation dans ce pays partenaire. Au cours de la dernière année, plusieurs organismes se sont voués à mettre en place des actions d'urgence pour répondre aux nombreux besoins criants. Le CSI vous invitait alors à contribuer à ces campagnes mais, fidèle à sa vision, il travaillait à mettre en place des actions de développement pour soutenir à long terme les communautés d'Haïti.

Par le biais du Comité de solidarité de Trois-Rivières, un nouveau partenariat entre le Carrefour de solidarité internationale et l'Ins-

titut de recherche d'appui technique en aménagement du milieu (IRATAM) permet de lancer un projet qui contribuera au reboisement, au soutien de l'agriculture et au ralentissement l'exode rural en Haïti.

Il faut comprendre que, pour la grande majorité de la population, deux réalités se côtoient en Haïti : celle du milieu rural et celle des bidonvilles. Selon Étienne Doyon, agent de projets Haïti au Carrefour de solidarité internationale, «il faut éviter que les populations ne migrent vers les bidonvilles où l'organisation et l'intervention sont extrêmement complexes. Le travail avec les communautés en milieu rural est quant à lui prometteur. En développant des

modèles agro-forestiers adaptés, ce sont des cultures de subsistance qui seront mises en place, du reboisement dans les plantations de café, la culture de divers arbres fruitiers, à la fois source de nourriture et, à grande échelle, protection contre d'éventuelles intempéries.»

À travers ce nouveau partenariat avec l'IRATAM, le Carrefour de solidarité internationale souhaite consolider son intervention en Haïti et développer un travail de complémentarité semblable à celui qui a été mis en place au Mali, au Pérou ou en République dominicaine.



Acteur du développement de son milieu!

admin@cdcsherbrooke.com
<http://www.cdcsherbrooke.com>

Tél.: (819) 821-5807

CECI N'EST PAS UNE FUITE

Étienne P. Rousseau

CONSIDÉRÉ COMME UNE ORGANISATION CRIMINELLE, VOIRE TERRORISTE PAR LES UNS OU COMME UN GROUPE DE HÉROS DÉMOCRATES PAR LES AUTRES, WIKILEAKS AURA, EN 2010, FAIT « COULER » BEAUCOUP D'ENCRE. PORTRAIT DE CE CYBER-MONSTRE ET DES ENJEUX QU'IL SOULÈVE.

Wikileaks (de wiki* et de l'anglais leaks, « fuites ») est un organisme ayant pour mission de lancer des alertes par le biais son site web, en publiant des documents provenant principalement de fuites d'information fournies par des sources gardées anonymes. Le but de ces opérations: questionner la légitimité des grandes institutions de ce monde (gouvernements, médias, entreprises, etc.) en tentant d'y apporter plus de transparence - principe-clé d'une société démocratique saine - et en valorisant au maximum la liberté d'expression et d'opinion. Selon son rédacteur en chef, Julian Assange, Wikileaks aurait publié plus de documents classés que toute la presse mondiale réunie.

2010, L'ANNÉE WIKILEAKS

Bien qu'elle soit active depuis 2006, c'est en 2010 que l'organisation se fait largement connaître du public, grâce à quatre publications-événements majeures. La vidéo Collateral murder, mise en ligne le 5 avril, a montré au monde la paranoïa meurtrière d'un soldat américain faisant feu sur des civils et des journalistes à partir d'un hélicoptère Apache.

Viendront ensuite les Warlogs, ensemble de rapports militaires provenant des fronts afghan (plus de 75 000 documents) et irakien (plus de 390 000 documents), dont la mise en ligne a débuté en juillet. Enfin, le 28 novembre 2010, Wikileaks publiait les fameux Stateglogs, somme de plus de 250

000 câbles diplomatiques dont presque 2500 ont été mis en ligne depuis l'automne. Selon plusieurs analystes, le 28 novembre marque un tournant historique dans les relations internationales, les échanges diplomatiques s'étant déroulés jusqu'ici sous le couvert du secret d'État. Certains sont même allés jusqu'à évoquer un « 11 septembre de la diplomatie ».

IMPACTS ET ENJEU DÉMOCRATIQUE

Évidemment, Wikileaks est aussi l'objet de critiques. Le caractère opaque de son mode de financement en est une, celui-ci nourrissant le scepticisme face aux réelles intentions et aux potentielles relations de ces gestionnaires de fuites. La saga du

Cablegate a mené à une série de mesures visant à bâillonner le site, à restreindre la marge de manœuvre de ses protagonistes : les sanctions financières et informatiques ont jailli de tous côtés afin de museler le groupe de hacktivistes. Le représentant républicain Peter King a même proposé d'ajouter Wikileaks à la liste des organisations terroristes, au même rang que le Hamas ou le Hezbollah.

DE LA TRANSPARENCE À L'OBSCURANTISME?

Cette quête donquichottesque de transparence pourrait-elle mener à son contraire, c'est-à-dire à un resserrement des libertés numériques? Les politiques sécuritaires post-11 septembre,

sous l'égide de la guerre au terrorisme, n'ont-elles pas conduit à une dégradation des libertés individuelles et collectives? Des projets comme la LOPPSI 2 en France ou le SHIELD Act aux États-Unis pourraient, au nom de la sécurité nationale, poser un sérieux frein au plus bel apport du Web 2.0: la création d'un contre-pouvoir parallèle, incontrôlable, souverain et, du point de vue d'une certaine élite, dangereux.

CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE (BIS)

Omen-daza Razafimandimby

LA CRISE ALIMENTAIRE ÉTAIT RELATIVEMENT SORTIE DES ÉCRANS RADARS DEPUIS QUE LA CRISE ÉCONOMIQUE A PRIS LE RELAIS DANS LES BULLETINS D'INFORMATION. ELLE REVIENT EN FORCE EN 2011.

En effet, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a tiré dernièrement la sonnette d'alarme sur la flambée menaçante des prix des denrées alimentaires. Ces prix n'ont cessé d'augmenter depuis les six derniers mois, jusqu'à atteindre aujourd'hui un nouveau record. Le coût des céréales qui sont la base de l'alimentation mondiale est passé de 150 à 237,67 points pour l'année 2010.

Avec cette instabilité et cette hausse généralisée des coûts, une nouvelle crise alimentaire est à prévoir. La crise de 2008 s'était manifestée de la même façon : par une augmentation des prix et une diminution des réserves entraînant une pénurie. La seule différence est qu'en 2008, c'est l'Afrique qui a payé le plus cher. Espérons que cette période difficile ne se reproduira pas, sinon cette fois-ci, c'est le monde entier qui sera touché.

LES CAUSES

Les intempéries climatiques sont historiquement la cause principale des crises alimentaires. Aujourd'hui, elles sont multiples et plus complexes.

Le facteur le plus souvent cité est lié à la démographie. La population est en constante croissance alors que la production agricole destinée à l'alimentation est en décroissance. L'augmentation du pouvoir d'achat de la classe moyenne émergente dans les régions à forte concentration humaine (comme la Chine ou l'Inde) est aussi parmi les motifs de cette hausse de la demande. Et, évidemment, les ressources sont loin d'augmenter proportionnellement. La FAO remarque plutôt l'effet inverse, en notant une baisse de la production céréalière de 10% au cours des dernières années.

De plus, la constante hausse de la demande mondiale en énergie (biocarburants ou autres combustibles) est cruciale dans la hausse généralisée du prix de certaines denrées. Selon l'OCDE, la production d'agrocultures pourrait bien être le principal facteur d'une potentielle hausse de 20 à 50% du prix agricole d'ici 2016.

On ne peut non plus omettre de mentionner les conséquences des catastrophes naturelles sur le marché mondial des denrées alimentaires. La sécheresse inédite qu'a

connue la Russie l'année passée a contraint cette dernière à suspendre pour un temps ses exploitations de céréales. Les graves inondations qui ont coûté 14 milliards de dollars à l'Australie, au mois de décembre, obligent ce grand exportateur mondial à réduire de 27% ses exportations de sucre vers l'Asie. Le typhon aux Philippines, en octobre 2010, a endommagé plusieurs milliers de tonnes de riz. À ces facteurs qui causent la baisse de la production et la hausse des prix, s'ajoutent d'autres problèmes comme l'érosion du sol.

Mis à part ces phénomènes, nombreuses sont également les terres à vocation agricole qui sont transformées en champs industriels ou tout simplement en autoroutes pour les nécessités de l'urbanisation. Un rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) soulignait récemment la nécessité d'inverser cette tendance jusqu'en 2030, en exploitant plus de surfaces, précisément 120 millions d'hectares, ce qui correspond à la taille de la France et au tiers de l'Inde.

DES ACTIONS

L'ONU entend également réagir. Plusieurs initiatives d'assistance alimentaire sont entreprises à travers ses institutions spécialisées, ses programmes, ses fonds et ses commissions. Le Secrétaire général, Ban Ki-moon, par exemple, a récemment appelé les pays donateurs à soutenir le Programme alimentaire mondial (PAM) et la FAO, qui auraient respectivement besoin de 755 millions de dollars pour l'achat de vivres et de 1,7 milliard de dollars pour le renforcement de la production agricole dans les pays dans le besoin.

Malgré cela, une des manières efficaces de résoudre ce problème serait de ne pas oublier que chaque pays est un cas particulier avec ses tenants et aboutissants, ce qui n'écarterait pas l'importance d'instaurer une gouvernance globale, une meilleure coopération autour de l'autosuffisance alimentaire.

Le déséquilibre, sur le marché international, entre l'offre et la demande mondiale de denrées alimentaires est un fait. Pour éviter une crise, ce qui conviendrait, c'est donc d'améliorer les condi-

tions d'exploitation pour que la production connaisse une hausse. De même, il faut réajuster la consommation pour que celle-ci soit proportionnelle à la production agricole, mais surtout pour qu'elle soit suffisante pour la consommation et la réserve. Il faut également aider les paysans producteurs dans leurs tâches : meilleure taxation, octroi d'engrais, produits phytosanitaires, infrastructures convenables, système de crédit et d'assurance, communications, électricité, etc.

Quant aux pays en développement, il faut les initier aux techniques plus écologiques : meilleur système d'irrigation, produits insecticides, fertilisants, etc. Ensuite, il est primordial de mieux organiser la distribution de la production aussi bien sur le plan national qu'international. Et bien sûr, pour revenir à nos assiettes, il nous faut éviter les gâchis et les pertes de consommation.

LE COURAGE ET LA DÉTERMINATION DU PEUPLE TUNISIEN

Gabrielle Gagnon

LE RAS-LE-BOL SANS PRÉCÉDENT D'UNE JEUNESSE SANS EMPLOI ENVERS LE RÉGIME CORROMPU ET RÉPRESSIF DE ZINE EL-ABIDINE BEN ALI A CONNU UN DÉNOUEMENT HISTORIQUE, LE 14 JANVIER DERNIER, APRÈS UN MOIS D'AFFRONTÉMENTS DANS LES RUES. AU TERME DE NOMBREUSES ÉMEUTES SANGLAN TES AYANT ÉCLATÉ JUSQU'EN PLEINE CAPITALE, LE PRÉSIDENT N'A EU D'AUTRE CHOIX QUE DE QUITTER LE PAYS QU'IL DIRIGEAIT D'UNE MAIN DE FER DEPUIS 23 ANS

Ben Ali a d'abord tenté de mater la rébellion, attribuant les échauffourées à une poignée de terroristes et de pilleurs, qu'il a refusé de reconnaître comme des manifestants et des opposants politiques. Les policiers ont alors ouvert le feu.

Puis, Ben Ali a reconnu que les gens avaient raison d'espérer mieux, et qu'il les avait compris. Pour ce faire, il a pris soin de s'exprimer en arabe dialectal, populaire, lui qui d'ordinaire s'exprime dans la langue classique. Pour le peuple tunisien, visiblement, c'était trop peu, trop tard.

Devant l'ampleur des révoltes et l'agacement de la communauté internationale face à la situation, Ben Ali a tenté en vain de calmer le jeu en y allant de nombreuses promesses : création de 300 000 emplois d'ici 2012, baisse du prix du pain, du lait et du sucre, déblocage de sites Internet jusqu'alors interdits (YouTube, DailyMotion), engagement à garantir la liberté d'expression, à ne pas briguer un prochain mandat, etc. Mais rien n'a su apaiser la colère du peuple.

IL AVAIT PROMIS D'INSTAURER LA DÉMOCRATIE EN 1987

Lors de son arrivée au pouvoir, en 1987, l'homme fort du pays avait séduit les Tunisiens en abolissant la règle de la présidence à vie, en créant diverses mesures de sécurité sociale et en garantissant le respect des libertés individuelles et démocratiques. Après près d'un quart de siècle de règne sans partage, au cours duquel il s'est fait réélire cinq fois et a adopté des lois lui permettant d'être réélu à vie et de bénéficier de l'immunité judiciaire, Ben Ali ne jouissait plus d'aucune crédibilité

devant son peuple.

Sherbrookoïsis depuis plus de 10 ans, Sami Bensaid se souvient de la vague d'espoir et d'enthousiasme qui avait accompagné l'arrivée au pouvoir de Ben Ali, il y a 23 ans : « On y avait tous cru, il promettait l'instauration de la démocratie dans un pays arabe! »

Au lendemain du départ précipité de son président, de véritables défis attendent la Tunisie, puisque les sbires du régime sont toujours en place. « Ils contrôlent les médias et font peur à la population en lui disant de rester à la maison. Les policiers maintiennent le chaos en tirant toujours sur les gens, en s'introduisant dans les demeures pour violer les femmes. Les quartiers doivent se protéger », explique M. Bensaid, dont la mère et la sœur vivent actuellement en Tunisie.

Selon lui, la gendarmerie présidentielle communique de fausses informations à l'armée, en annonçant à la radio, par exemple, des émeutes bidon. Pendant que les militaires se rendent aux endroits en question, les milices pro-Ben Ali ont le champ libre pour s'adonner aux saccages et terroriser la population. « Le RCD (le parti présidentiel) doit partir, il en est à foutre la terre dans les rues afin de faire croire au monde entier que sans Ben Ali, le pays est en proie à un désordre social dangereux », affirme M. Bensaid.

L'IMPORTANCE D'INTERNET ET DES MÉDIAS SOCIAUX

Les Tunisiens ont peur, très peur. Toutefois, cette fois-ci, ils ont vu se réaliser un grand rêve auquel ils ont cru très fort, et nous y

avons toutes et tous assisté aux quatre coins du monde, sous l'œil numérique des YouTube, Facebook et Twitter.

En effet, l'ensemble de la diaspora tunisienne se mobilise, par le biais d'Internet, sur toute la planète, s'échange de l'information, appelle les gens à faire preuve de prudence. « La prochaine étape sera de faire tomber l'élite en place, si nous voulons réellement aspirer à un profond changement », explique Sami Bensaid. Il admet du coup que le défi sera colossal, que l'ensemble des gouvernements maghrébins des pays voisins ne voient pas d'un bon œil cette « Révolution de jasmin », redoutant à leur tour un vent de contestation au sein de leur propre population. Quant à la communauté internationale, si elle dit souhaiter rapidement des élections justes et libres, ne reste plus qu'à espérer qu'elle soutiendra véritablement le peuple tunisien dans la première transition démocratique de son histoire.

**ÉCRIVEZ-NOUS AFIN DE
DONNER VOTRE PROPRE
OPINION SUR LE SUJET**



Photo : Web

LA TABLE RONDE DES
TRUPE
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 566-2727
Télécopieur : (819) 566-2664
courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

• Des ressources à découvrir • Des alternatives à offrir • Une force en devenir

LeFaitOut

chocolaterie | pâtisserie

90 rue Alexandre, Sherbrooke J1H 4S6

819.791.4203



il ne reste déjà du monde
que les os
que des ondes
vaste lits d'ozone stérile
et zones infertiles
semées sous les écrans qui nous rendent serviles

nous sommes
dit-on
civilisés
enlisés dans les plis de nos villes
comme autant de coquilles fendues
comme des coquillages
arrachés au rivage
que l'on aurait vendus

nous sommes un peuple de peu
mais ne serons plus peuple de rien
un peuple fier à la peau de pierre
un peuple peul à la peau pelée
qui à force de grandir deviendra peuplier
un peuple faux-tremble
comme un temple à fleur de peau
appuyé sur la tempe de tous les drapeaux
pour changer le tempo

nous déborderons de nos voix
de nos chants
de nos chambres et de nos draps
comme nos océans débordent de leur lit
crossing the borders de pays en pays
nous serons
arbres sans-abri
arbres de marbre qui refuseront de plier
nous serons marbrés, multicolores
et déborderons d'identité
nous serons de cimes et racines qui poussent fort
dans les forêts du nord
d'une Amérique schizophrène
que rien n'effraie
que rien ne freine
we'll break the frame

car
nous serons juste assez gauches
pour remettre le monde à l'endroit
et nous réveillerons nos rêves du bout de nos doigts

Sophie Jeukens



Photo : web

LA PARADE NUPTIALE FÉDÉRALE

Darren Brazeau

IL Y A UNE ODEUR PRONONCÉE D'ÉLECTION QUI ÉMANE D'OTTAWA DEPUIS QUELQUES SEMAINES ET QUI S'EST RÉPANDUE À LA GRANDEUR DU PAYS. LES ÉLUS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, REVENANT TOUT JUSTE DE LEURS VACANCES ESTIVALES, ONT ADOPTÉ HÂTIVEMENT LE COMPORTEMENT DE SÉDUCTION QU'ON LEUR RECONNAÎT DANS CES SITUATIONS NÉVRALGIQUES: LES PROMESSES ABONDENT, LES ÉLUS CHANTENT LEUR PLUS BELLE RHÉTORIQUE, ET LES CHEFS BOMBENT LE TORS EN SIGNE DE DÉFIANCE MUTUELLE.

En effet, tout porte à croire que le gouvernement minoritaire de Stephen Harper ne survivra pas au vote de confiance entourant la présentation du budget en mars. En lisant entre les lignes des nombreuses annonces et apparitions médiatiques de nos représentants, il devient évident que chacun des partis place stratégiquement ses pions en vue d'un affrontement électoral imminent. Tandis que les partis d'opposition reviennent de tournées à saveur électoraliste dans des circonscriptions clés, le Premier ministre, malgré ses dires, ne semble pas réfractaire à ce que son gouvernement soit défait.

UNE BAISSÉ D'IMPÔTS POUR LES ENTREPRISES

Effectivement, si le caractère idéologique de son budget est à l'image des projections qu'on en fait, Stephen Harper pourrait littéralement forcer le désaccord des partis d'opposition et projeter le pays en élection. Parmi ses éléments conflictuels : la réduction d'impôts de 18 à 16,5% promise aux grandes entreprises, qui ferait du Canada le pays du G8 avec la taxation la plus clémente, et à laquelle le Parti libéral a déjà manifesté une opposition ferme. Or, le chef conservateur, défendant cette politique, a affirmé que «le gouvernement ne fera pas de compromis qu'il croit dommageable pour l'économie du Canada.»

La majorité nécessaire à la survie du gouvernement relèvera donc d'un appui conditionnel et improbable du Bloc Québécois ou du Nouveau Parti démocratique (NPD). Bien que le ralliement d'un seul de ces partis suffirait,

le prix rattaché à leur coopération est extrêmement élevé. Le chef du Bloc, Gilles Duceppe, demeure intransigeant dans sa volonté de voir la TPS et la TVQ harmonisées de manière à ce que le Québec puisse bénéficier des mêmes avantages que ceux accordés par Ottawa à l'Ontario et à la Colombie-Britannique. Or, les 2,2 milliards de dollars nécessaires à une telle entreprise sont loin de séduire le Ministre des Finances, Jim Flaherty.

Enfin, il semblerait que les seuls qui offrent une opportunité aux conservateurs de prolonger leur mandat soient, paradoxalement, les néo-démocrates. Ayant encaissé des défaites symboliques lors des élections partielles de novembre et demeurant désavantagé dans les sondages nationaux, le NPD avait entamé des pourparlers prébudgétaires afin d'en arriver à une entente qui lui permettrait d'éviter une élection. Malgré tout, son ton s'est durci ces derniers temps. Il serait étonnant que les troupes de Jack Layton sacrifient leur intégrité idéologique au nom d'un accord ponctuel qui pourrait sévèrement entacher leur crédibilité. Aussi, faute d'une autre prorogation controversée du Parlement, le gouvernement conservateur tombera.

SATISFACTION GARANTIE

Dans ces conditions, les Canadiens iraient donc aux urnes pour la 5e fois en un peu plus d'une décennie. Cependant, contrairement à la tendance, il semblerait qu'un Canadien sur deux est enthousiaste à l'idée d'une élection printanière, alors qu'on a norma-

lement peine à franchir le cap du 40% d'intérêt. Cette fièvre électorale s'expliquerait entre autres par l'importance des enjeux et des débats qui devraient être soulevés durant la campagne : la place du Canada dans le monde, les solutions aux difficultés économiques, la stratégie de lutte contre les changements climatiques et la santé de la démocratie canadienne.

Mais surtout, de nombreux citoyens canadiens attendent impatientement la chance d'exprimer leur mécontentement à l'endroit des politiques teintées de la partisanerie et de l'idéologie conservatrices. Aux yeux de plusieurs, le gouvernement actuel néglige le bien du plus grand nombre au nom d'intérêts particuliers.

Le gouvernement de Stephen Harper soulève pratiquement autant d'insatisfaction au Québec (69%) que celui de Jean Charest (70%). On peut parier que plusieurs tiendront rigueur aux conservateurs pour leur gouvernance considérée obscurantiste. Pour appuyer leur position, ils soulignent la prorogation du Parlement pour éviter l'imputabilité, l'érection d'obstacles à l'accès à l'information, le désintérêt pour la lutte internationale aux changements climatiques, la poursuite mensongère de la guerre en Afghanistan après 2011, le paradoxe entre la priorité économique et les milliards investis pour la sécurité au G20 et l'achat d'avions de chasse, etc. Pour eux, l'avènement d'une élection fédérale est l'occasion de mettre fin au règne des conservateurs.

LE MICROCRÉDIT AGIT PARTOUT, MÊME AU QUÉBEC

Simon-Pierre Goulet

ON ASSOCIE PLUS FACILEMENT LE MICROCRÉDIT AUX PAYS DÉFAVORISÉS OU EN DÉVELOPPEMENT. C'EST OUBLIER QU'IL Y A PARTOUT, MÊME AU QUÉBEC, DES EXCLUS DE LA SOCIÉTÉ, DES GENS QUI, AU SENS LITTÉRAL DU TERME, SONT DÉFAVORISÉS.

Le Réseau québécois du crédit communautaire (RQCC) regroupe 23 organismes, dont 12 Fonds d'emprunt, préconisant une approche individuelle, et 11 Cercles d'emprunt, favorisant une approche collective. Ils opèrent dans 12 régions administratives de la province et permettent aux personnes qui n'ont pas accès au financement traditionnel d'obtenir du microcrédit à des taux d'intérêt avantageux pour un projet d'entreprise individuelle, collective ou de travail autonome.

4000 EMPLOIS CRÉÉS

Le taux moyen de remboursement des prêts accordés aux personnes financées par les organismes membres du RQCC est de plus de 90 % et le taux de survie de leurs entreprises après cinq ans est de près de 80 % comparativement à 34 % pour l'ensemble des micro-entreprises au Québec. Depuis plus de 10 ans, les organisations

membres du Réseau ont octroyé près de 8 millions de dollars en prêts, créé et maintenu environ 4 000 emplois dont 3 emplois en moyenne par prêt moyen de 5 700 \$ et offert plus de 350 000 heures de formation et d'accompagnement.

La clé de la réussite du microcrédit québécois réside dans l'accompagnement de proximité. Pour les organismes membres du RQCC, le geste de crédit est essentiellement lié à la fonction d'accompagnement. Les entrepreneurs qui utilisent le microcrédit québécois bénéficient d'une expertise entrepreneuriale afin de démarrer et de maintenir en opération leur projet. L'accompagnement de proximité offert par les membres du Réseau allie un support à l'individu et à son projet entrepreneurial. Le développement des habiletés personnelles telles que l'estime de soi et

la remise en action prédominent.

UNE APPROCHE UNIQUE

Les Cercles et des Fonds d'emprunt membres du Réseau québécois du crédit communautaire permettent de favoriser l'entraide dans leurs communautés où sont établis les promoteurs. C'est la communauté qui prête à la communauté dans un esprit de solidarité. Le crédit communautaire agit ainsi comme un outil de développement économique et un effet de levier afin d'éviter l'appauvrissement de la population. Le Réseau et ses membres ont développé une approche unique sur le terrain, complémentaire et collaborative avec les autres organismes de support aux entrepreneurs.

Le RQCC prête à une clientèle à faible revenu, particulièrement des femmes, des immigrants ou des jeunes dont le profil et/ou le

projet ne s'inscrivent ni dans les secteurs prioritaires d'activités économiques, ni dans le cadre normatif des programmes d'aide, ni dans les clientèles ciblées des institutions financières. Les intervenants du RQCC ont ainsi développé une expertise spécifique

pour ces clientèles qui souhaitent réaliser des activités économiques durables et responsables.

L'auteur est agent de développement aux communications pour le RQCC.

POURSUITE-BÂILLON DE BANRO CORPORATION POUR 5 MILLIONS \$

L'ÉDITEUR ÉCOSOCIÉTÉ ET LES AUTEURS DE NOIR CANADA PORTENT LA CAUSE EN COUR SUPRÊME

La Cour suprême du Canada a accepté d'entendre la requête des Éditions Écosociété et des auteurs du livre Noir Canada (Alain Deneault, Delphine Abadie et William Sacher) pour que soit rapatriée au Québec la poursuite intentée contre eux par Banro Corporation en Cour supérieure ontarienne.

Les Éditions Écosociété et les auteurs de Noir Canada estiment que l'Ontario n'est pas la juridiction appropriée pour poursuivre des artisans du livre œuvrant au Québec et menant leurs activités en français. Quelques dizaines d'exemplaires de Noir Canada seulement ont été distribués en Ontario. Banro Corporation, pour sa part est enregistrée à Toronto, mais n'exploite aucune mine dans la province et compte plusieurs administrateurs étrangers.

Le livre Noir Canada fait état du rôle controversé de sociétés ca-

nadiennes en Afrique, exclusivement à partir d'une documentation internationale déjà connue, telle que des rapports de l'ONU ou des recherches d'organisations civiles réputées comme Human Rights Watch et Pole Institut.

Les Éditions Écosociété et les auteurs de Noir Canada ont d'abord été poursuivis «en diffamation» par Barrick Gold le 29 avril 2008 pour 6 millions \$. Banro est venue à la rescousse le 11 juin 2008 en reproduisant essentiellement les mêmes allégations que Barrick, dans une poursuite de 5 millions \$, cette fois en Ontario, sous un autre code de loi. Les Éditions Écosociété et les auteurs de Noir Canada voient en la poursuite de Banro une stratégie pour les épuiser puisque cela suppose pour eux un dédoublement des frais et procédures judiciaires, ainsi que de nombreux déplacements à Toronto, que ce soit pour assister à des audiences ou pour

participer à des interrogatoires avant procès.

Cela correspond à ce qu'on appelle une poursuite-bâillon (SLAPP). Cette instrumentalisation du droit met en péril la liberté d'expression et le droit du public à l'information. Or, la province ontarienne, contrairement au Québec, ne dispose d'aucune législation anti-SLAPP actuellement en vigueur. À ce jour, 272 professeurs d'université canadiens ont signé une pétition d'appui aux Éditions Écosociété et aux auteurs de Noir Canada, réclamant du gouvernement ontarien qu'il adopte à son tour une loi anti-SLAPP.

L'audience en Cour suprême aura lieu le 25 mars 2011.



BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Accueil ? Recherche multilingue Chercher

Portail Web Activités, services et présentation des collections

Catalogue Iris Livres, films, musique, revues et journaux, images...

Plisard Documents d'archives

Collection numérique Livres, revues, images, cartes et plans, journaux...

Base de données externes Livres numérotés, articles de journaux, documents, encyclopédies en ligne...

Un livre à emporter sur une île déserte BANQweb20

banq.qc.ca  

Des millions de documents du Québec et d'ailleurs

Grâce à son portail Web, Bibliothèque et Archives nationales du Québec vous offre **culture, histoire et découvertes** au bout des doigts, et ce, partout au Québec.

Pour les jeunes : jeux et activités, expositions virtuelles et plus encore à jeunes.banq.qc.ca.

Abonnez-vous gratuitement en ligne. Consultez notre vaste collection numérique.

Bibliothèque et Archives nationales Québec 